

## ① Le vote:

Le vote est la forme la plus conventionnelle de l'engagement politique. Le vote désigne le fait d'exprimer son opinion lors d'une élection ou d'une réunion donnant lieu à une prise de décision.

Pour que le vote constitue un engagement politique il faut qu'il s'agisse d'une **pratique régulière, voire constante** (vote pour le même parti), **et que l'électeur nourrisse des attentes importantes quant aux résultats.**

## ② L'engagement associatif :

L'engagement associatif correspond au fait d'être membre d'une association. Tout engagement associatif n'est pas un engagement politique, **pour qu'un engagement associatif soit un engagement politique il faut que l'individu vise à influencer le pouvoir politique par son engagement.**

*On peut parler d'engagement associatif (et non pas politique) pour une personne qui distribue des colis alimentaires au Resto du cœur. Mais si cette personne s'engage lors de manifestations ou de campagne d'information contre la pauvreté, et ce afin d'interpeller le pouvoir politique sur la situation des plus défavorisés et ce afin de « faire bouger les lignes » on peut alors parler d'engagement associatif de nature politique.*

## LES DIFFERENTES FORMES DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

## ④ La consommation engagée :

Elle se définit comme le fait que **certains consommateurs déplacent leurs gestes de consommation pour défendre une cause et influencer le pouvoir politique.** La consommation ne sert plus seulement à satisfaire un besoin mais sert en même temps à soutenir et à défendre une cause collective. Par sa consommation engagée l'individu cherche à produire du changement social en interpellant le pouvoir politique.

Parmi les actes de consommation engagée on peut citer l'appel au **boycott** ou son contraire le **buycott** ; de même que l'on peut citer l'engagement dans des systèmes d'échanges locaux (SEL).

## ③ Le militantisme :

Au sein d'une association, à laquelle, il a adhéré, le militant est un adhérent actif. Là encore, le militantisme est une forme d'engagement politique uniquement **si le militant par son action cherche à influencer le pouvoir politique.**

On peut distinguer le **militant professionnel** dont l'engagement est structuré, durable et exclusif. Dans cette forme de militantisme il y a la prépondérance du collectif sur l'individuel. Ce militantisme se retrouve notamment dans les syndicats ou les partis politiques.

Le **militant libéral** qui s'engage tout d'abord pour lui-même. Il peut adhérer à plusieurs associations en même temps. Il recherche généralement l'horizontalité (et non la verticalité) des prises de décisions.

Le **militant pragmatique** qui s'engage pour défendre une cause qui le touche. Sa militance répond à une urgence, une fois le problème résolu, il met fin à son engagement.

## ② Les incitations sélectives

Malgré le paradoxe on constate que les individus s'engagent malgré tout. Cela peut être expliqué notamment par l'existence d'incitations sélectives. Celles-ci peuvent être de nature positive ou négative, elles peuvent également être d'ordre économique (incitations financières ou matérielles) ou d'ordre social et relever notamment d'éléments émotionnels et psychologiques. Les politiques d'incitations sélectives désignent les mécanismes par lesquels une organisation cherche à encourager les agents à participer à une action. Elles sont dites sélectives car elles sont ciblées sur un certain nombre d'individus. **Ces incitations ont pour finalité de modifier le rapport coût / avantage des individus et ainsi les inciter à s'engager.**

**Les incitations sélectives positives visent à réduire les coûts de l'action ou à procurer un avantage supplémentaire à l'action.** Parmi celles d'ordre économique on peut citer la prise en charge par une instance syndicale d'une partie des coûts de l'action. De même une incitation d'ordre social peut-être la reconnaissance d'un individu par un groupe. À l'inverse, les **incitations sélectives négatives** visent à pénaliser ceux qui n'ont pas participé à l'action. **Il s'agit d'accroître les coûts.** Par exemple, on peut réserver les bénéfices de l'action aux seuls participants à cette action (principe du *closed shop*). De même, la stigmatisation d'un individu non gréviste par ses collègues de travail accroît pour lui le coût social de son absence d'engagement et peut l'inciter ainsi à se mobiliser.

## ③ Les rétributions symboliques :

Celles-ci désignent les formes de récompense non matérielles qui proviennent de l'action collective. **L'individu s'engage même s'il n'a pas d'avantages matériels à retirer de l'action. L'homme est un « cœur ».**

- Une partie des rétributions symboliques relève de **l'estime de soi**, à la satisfaction morale que procure l'engagement, le sentiment de se sentir utile etc.

- Une autre partie relève de **l'attachement à la cause défendue** et à la volonté de défendre ses valeurs.

- Enfin, une dernière partie relève du **plaisir lié à l'activité militante** : la solidarité, la cohésion, les joies, les réconforts mutuels etc.

## ④ La structure des opportunités politiques

La notion de structure des opportunités politiques vise à rendre compte des facteurs liés à l'environnement politique susceptibles d'influer sur les conditions d'émergence, de développement (de réussite ou d'échec) d'une action collective.

Plus les chances de réussite d'une action sont élevées et plus l'action collective a des chances d'être entreprise. C'est le cas lorsque le **système politique est ouvert** aux mouvements sociaux (démocratie) ; **plus le rapport de force entre les partis politiques est conflictuel et concurrentiel** ; plus il existe des **responsables et relais (politiques) sensibles à la cause** ; et plus le **système dispose des moyens** (financiers ; institutionnels) **pour répondre favorablement aux mobilisations.**

Et inversement, plus les chances que l'action collective aboutisse sont faibles et incertaines et moins l'action collective a des chances de voir le jour. Exemples : système fermé aux mouvements sociaux ; consensus politique contre le mouvement social ; pas de relais et responsables politiques sensibles à la cause ; incapacité ou difficultés importantes du pouvoir politique de donner satisfaction.

**LES RAISONS POUR LESQUELLES LES INDIVIDUS S'ENGAGENT MALGRÉ LE PARADOXE DE L' ACTION COLLECTIVE**

## ① Le paradoxe de l'action collective de Mancur OLSON (1965) :

Le paradoxe de l'action collective désigne le fait que : « Les grands groupes peuvent rester inorganisés et ne jamais passer à l'action même si un consensus sur les objectifs et les moyens existe ». En effet, les résultats de l'action sont un bien commun. À savoir que les résultats de l'action sont non rivaux (tous les agents bénéficient des résultats de l'action et l'ajout d'un agent ne diminue pas les résultats retirés de l'action pour les autres) et non excluables (les agents qui n'ont pas supporté les coûts de l'action peuvent en bénéficier c'est-à-dire en retirer les avantages). Dès lors compte tenu que toute participation à une action collective à un coût individuel (perte de salaire, temps, stigmatisation ...) et que les avantages de l'action profitent à tous, y compris aux agents n'ayant pas participé à l'action, les agents sont conduits rationnellement à se comporter en passager clandestin. Autrement dit, ils sont amenés à ne pas prendre part à l'action (pour ne pas en subir les coûts) sachant que malgré leur non participation à l'action ils pourront en tirer tous les avantages. **Le paradoxe démontre que compte tenu des rationalités individuelles l'action collective est improbable quand bien même les individus auraient collectivement intérêt à se mobiliser et qu'il existe un consensus sur les objectifs à atteindre et des moyens pour passer à l'action. En effet, face à l'action collective tous les individus ont individuellement intérêt à se comporter en passager clandestin.**

## ① La catégorie socioprofessionnelle :

Plus la PCS est valorisée économiquement, socialement et symboliquement plus l'engagement politique à travers le vote, ou l'adhésion à un syndicat ou un parti politique est important. En effet, bien souvent les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles favorisées détiennent également un niveau de diplôme élevé. Dès lors, objectivement les personnes appartenant à ces catégories sociales peuvent facilement cerner les enjeux et les problématiques abordés dans le champ politique et ainsi être en mesure de se forger puis d'exprimer une opinion. Ce qui est plus difficile pour les PCS défavorisées souvent moins diplômées. Par ailleurs et subjectivement plus le capital culturel d'un individu est élevé plus celui-ci se sent légitime pour exprimer son opinion à travers le vote ou une mobilisation collective défendant des valeurs auxquelles il est attaché.

Par ailleurs, les catégories socioprofessionnelles favorisées sont moins soumises aux contraintes matérielles du quotidien et vont davantage se mobiliser pour défendre des valeurs post-matérialistes ; à l'inverse les catégories socioprofessionnelles défavorisées vont davantage se mobiliser pour défendre des droits sociaux (hausse des salaires ; maintien des droits sociaux etc.) ou des enjeux matériels (hausse des salaires, etc.) Mais là encore le déclin de la conscience de classe et *in fine* le déclin du « capital militant » peuvent expliquer que les catégories socioprofessionnelles populaires se mobilisent moins que les catégories socioprofessionnelles favorisées.

## ② Le diplôme :

Les personnes fortement diplômées qui détiennent un capital culturel élevé peuvent facilement cerner les enjeux et les problématiques abordés dans le champ politique et ainsi être en mesure de se forger puis d'exprimer une opinion. À l'inverse des personnes moins diplômées qui auront beaucoup plus de difficultés à se forger une opinion et/ou à se saisir des enjeux d'une élection ou d'une action collective.

Par ailleurs et subjectivement plus le capital culturel d'un individu est élevé plus celui-ci se sent légitime pour exprimer son opinion à travers le vote ou une mobilisation collective défendant des valeurs auxquelles il est attaché.

## LES DETERMINANTS DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

## ④ Le sexe :

Les hommes participent plus à la sphère politique que les femmes et ont un engagement politique plus marqué. Ces différences de comportement dans l'engagement politique s'expliquent en grande partie par la socialisation différentielle :

- Les hommes plus que les femmes disposent du goût pour l'action et le conflit (« mythe du héros » contre « mythe de l'attente »).
- Les femmes peuvent se sentir moins légitimes pour exprimer leurs opinions ou postuler à des postes politiques (« Auto-consentement des dominées » de P. BOURDIEU).

- Elles ont moins de disponibilités biographiques devant déjà concilier plus que leurs conjoints masculins vie professionnelle et vie privée.

- Dans la sphère politique elles peuvent être victimes du plafond de verre et de discriminations négatives.

## ③ L'âge et la génération :

Pour A. MUXEL l'engagement politique d'une génération s'inscrit dans la continuité et en même temps dans la rupture avec la génération précédente. Elle inscrit donc son engagement dans la culture politique dont elle hérite mais innove du fait de conditions d'expériences propres à la conjoncture historique et politique dans laquelle elle prend place. La génération 1968 a hérité de la culture politique contestataire de ses aînés mais a inscrit ses revendications dans des valeurs post-matérialistes (égalité, émancipation, liberté etc.) à la différence de ses aînés qui ont défendu des valeurs matérialistes. La génération Z s'inscrit comme la génération précédente dans la défense de valeurs post-matérialistes. Mais elle marque une double rupture avec la génération précédente celle du refus des étiquettes politiques et des formes traditionnelles d'engagement (désir d'autonomie) et inscrit davantage son engagement pour la défense de valeurs comme la tolérance et la nature. Ainsi, la génération Z est peu centrée sur des problèmes qui lui sont spécifiques, elle est davantage tournée vers des problématiques touchant au fonctionnement et à l'organisation de la société.

En ce qui concerne les âges, les jeunes votent moins que leurs aînés. Le vote des jeunes est davantage un vote intermittent et on observe une défiance plus marquée vis-à-vis des partis politiques traditionnels. Les jeunes sont davantage disponibles que leurs aînés pour des mobilisations collectives. Leur engagement associatif est également plus marqué (conception d'un engagement plus libre, plus ponctuel et moins durable, marqué par l'horizontalité plus que la verticalité). Ils se mobilisent davantage également à l'aide des NTIC que leurs aînés.

# Comprendre la diversité des transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de 4/4 mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations groupements) et de leurs répertoires.

## ① La diversité des transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires) :

L'action collective correspond à l'action commune ou concertée des membres d'un groupe en vue d'atteindre des objectifs communs. Historiquement, le champ de l'action collective est le monde du travail et les acteurs traditionnels sont la **classe ouvrière** (et plus largement les salariés) d'une part et d'autre part **les capitalistes**. Les principaux objets de l'action collective du 19<sup>ème</sup> siècle au début des années 1960 sont des **objets matérialistes** car les conflits portent sur enjeux matériels : les niveaux de rémunération, la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail ou encore sur le statut salarial (volonté d'améliorer la protection de l'emploi et d'obtenir davantage de droits sociaux). Tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle et jusqu'aux années 1980 les conflits du travail sont par ailleurs de nature **très offensive (obtenir de nouveaux droits)**. Toutefois, à partir des années 1980, on observe que les conflits du travail de nature offensive déclinent du fait de l'amélioration des conditions de travail, de la hausse des niveaux de vie, de l'harmonisation des modes de vie, de la baisse numérique de la classe ouvrière, ou encore de la baisse de la conscience de classe. Les conflits du travail deviennent **plus défensifs**. Avec la crise économique et montée du chômage les mobilisations ont pour objet de rechercher le **maintien des droits sociaux acquis**.

À partir des années 1960 vont émerger de **nouveaux objets de l'action collective qui vont porter sur des valeurs post-matérialistes** (Egalité, Tolérance, Solidarité, Nature, Liberté etc). Ces actions collectives sont désignées sous le terme de **Nouveaux Mouvements Sociaux** (Défense du droit des femmes, des personnes de couleur, mouvement LGBT, mouvement écologiste, mouvement des sans-papiers ou des sans-logement). Parmi les NMS certains défendent les droits de population discriminée, on parle alors des **luttes minoritaires** (Défense du droit des femmes, des personnes de couleur, mouvement LGBT etc.) Plusieurs facteurs expliquent ces mouvements défendant des valeurs post-matérialistes parmi lesquels on peut citer : la hausse des niveaux de vie, l'amélioration des conditions de travail, la montée de l'individualisme ou encore la montée du niveau d'instruction des populations.

Chap. 4

LES TRANSFORMATIONS DE L'ACTION COLLECTIVE

## ② Les transformations des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) :

L'acteur historique des conflits du travail est la classe ouvrière. Au début du 19<sup>ème</sup> siècle la classe ouvrière se mobilise sans l'appui des syndicats. Les conflits du 19<sup>ème</sup> siècle ne sont donc pas encadrés ni canalisés, ils sont spontanés, et violemment réprimés. Toutefois, à partir de 1884, **avec la reconnaissance des syndicats les conflits du travail s'institutionnalisent**, c'est-à-dire que les syndicats vont progressivement encadrer et canaliser les conflits. Les partis politiques, notamment le PCF mais aussi le parti socialiste, vont également porter les revendications de la classe ouvrière face au patronat. Toutefois, à partir des années 1980 avec la montée de l'individualisme et l'affaiblissement de la conscience de classe le rôle des syndicats et des partis politiques décline au profit des corporations professionnelles. **Les conflits du travail se désinstitutionnalisent en partie**.

Au niveau des NMS et des luttes minoritaires les acteurs principaux sont les **associations créées pour défendre une cause spécifique ainsi que des mouvements de citoyens**. Il y a une volonté d'autonomisation des mobilisations et préférence marquée pour des instances décentralisées dans lesquelles l'horizontalité l'emporte sur la verticalité.

## ③ Les transformations des répertoires de l'action collective :

Traditionnellement le répertoire d'action collective est la manifestation. Lors des prémices du mouvement ouvrier celles-ci sont spontanées et très violentes. Puis avec la reconnaissance du droit de grève en 1864 et celle des syndicats, **les répertoires de l'action collective (manifestations et grèves) vont s'institutionnaliser** c'est-à-dire vont être encadrés et canalisés par les syndicats. Puis avec la montée de l'individualisme et la baisse de la conscience de classe les conflits vont devenir **plus locaux, plus corporatistes et se désinstitutionnaliser**.

Avec les NMS et les luttes minoritaires si la manifestation va être un répertoire usité, **les répertoires de l'action collective vont se diversifier : boycott, sit-in, campagne publicitaire, manifestations culturelles, occupation de locaux, grève de la fin etc..** L'essentiel est d'interpeller les médias.